



Rapport de l'Institut Pembina sur l'oléoduc d'Énergie Est : un signal d'alarme pour le gouvernement du Québec

Montréal, le 6 février 2014 – Selon l'Institut Pembina, qui a déposé ce matin son étude sur le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada, « la production de brut nécessaire pour remplir Énergie Est pourrait générer annuellement jusqu'à 32 millions de tonnes de gaz à effet de serre ». Pour le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), ce rapport accablant devrait être un signal d'alarme pour le gouvernement du Québec, lequel a déjà exprimé un préjugé favorable envers ce projet, tout comme pour l'inversion de l'oléoduc 9B d'Enbridge, un projet aux objectifs similaires.

Mise en contexte

Les projets d'oléoduc d'Énergie Est de TransCanada et d'Enbridge doivent permettre d'exporter le pétrole des sables bitumineux au Québec de manière à accroître l'accès aux marchés étrangers pour la production pétrolière albertaine. Dans le mémoire qu'il a présenté lors de la commission parlementaire sur le projet d'Enbridge, le RNCREQ avait mis en lumière les responsabilités éthique et légale du gouvernement du Québec envers ces projets d'oléoducs. Sur le plan éthique, le RNCREQ référait aux responsabilités face aux changements climatiques, à l'épuisement des ressources et aux générations futures, alors que sur le plan légal, il évoquait la Loi sur le développement durable.

Il n'est pas trop tard pour réagir...

Dans son rapport sur Enbridge, publié le lendemain de la fin des consultations, la commission parlementaire a traité avec indifférence les enjeux de lutte aux changements climatiques. Quant à lui, le gouvernement du Québec doit déposer prochainement les conditions qu'il imposera à la réalisation de ce projet. Il n'est pas trop tard pour que Québec impose au gouvernement fédéral, en plus des conditions envers le promoteur, des actions concrètes de lutte contre les changements climatiques.

Pour Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, « on ne peut pas d'un côté se prévaloir d'être un leader en changements climatiques et de l'autre cautionner ce genre de projet qui représente – pour paraphraser James Hansen, ancien scientifique à la NASA – une bombe climatique. Québec peut encore réagir, et il doit le faire. »

- 30 -

Source :

Anne-Marie Gagnon
514 651-8236
annemarie.gagnon@rncreq.org